

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société de la Raffinerie de Dunkerque**

1 rue du Colonel Pierre AVIA  
75015 Paris

Références : -  
Code AIOT : 0007000588

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement Société de la Raffinerie de Dunkerque implanté Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société de la Raffinerie de Dunkerque
- Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

SRD, installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a cessé son activité en 2016. Le site a été découpé en secteurs afin de faciliter la remise en état du site par étapes et la réindustrialisation du site. (secteur 1A à 1H et secteur 3A) SRD a déposé un plan de gestion pour le secteur 1 en juillet 2022. Il a fait l'objet de nombreux échanges avec la DREAL et a abouti à la rédaction d'un arrêté complémentaire actant les travaux et mesures de gestion sur site en date du 09/10/2023.

Le secteur 1H occupe la parcelles cadastrale n°151 (pour partie) de la section AD . Il s'étend sur une surface d'environ 3,3 ha.

Le secteur 1C occupe la parcelle cadastrale 151 (pour partie) de la section AD. Il s'étend sur une surface d'environ 4,2 ha.

Le secteur 1E-2/1G-3 occupe la parcelle cadastrale 151 (pour partie) de la section AD. Il s'étend sur une surface d'environ 6,8 ha.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	remise en état suite cessation activité	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R 512-39-3	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord :

**- de donner acte à la société SRD de la remise en état pour un usage industriel des secteurs 1C , 1H et 1E-2.**

Le secteur 1H occupe la parcelles cadastrale n°151 (pour partie) de la section AD . Il s'étend sur une surface d'environ 3,3 ha.

Le secteur 1C occupe la parcelle cadastrale 151 (pour partie) de la section AD. Il s'étend sur une surface d'environ 4,2 ha.

Le secteur 1E-2 occupe la parcelle cadastrale 151 (pour partie) de la section AD. Il s'étend sur une surface d'environ 4,49 ha.

Le présent rapport vaut procès verbal de récolement au titre de l'article R 512-39-3 du code de l'Environnement pour les secteurs 1C , 1H et 1E-2 pour un usage industriel sous condition de mise en œuvre de la couverture perenne du site telle que prévue à l'article 3.6 de l'arrêté du 09/10/2023. Conformément au courrier du GPMD du 26/05/2023, Ces travaux peuvent être réalisés postérieurement au PV de récolement. Ils devront être réalisés avant toute nouvelle utilisation du site. La position des ouvrages de surveillance piézométrique ne pourra être définitivement validée qu'à l'issue de la libération de l'ensemble des terrains de la zone -

- d'adresser une copie du présent rapport à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains (le GPMD ) conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du code de l'Environnement.

**Pour le secteur 1G3 des compléments doivent être fournis concernant le suivi sur 6 mois des piézomètres PZ71 et Pz1E-26.**

**SRD devra également fournir la preuve de la valorisation des terres de gabions des appontements dans une filière régulièrement autorisée.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état suite cessation activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/05/2022, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêté libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futurs ont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés. III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L.172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
<b>Constats :</b>  Pour rappel les mesures de gestion suite à la cessation d'activité du site SRD zone 1 ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2023.

Suite aux travaux réalisés sur les secteurs 1C, 1H, 1E2 et 1G3 ,un dossier de récolement a été remis à la DREAL et au Préfet pour chacun de ces secteurs :

- secteur 1C : Ce document est référencé : rapport ERM référencé MCD NE 369-0 du 22/04/2025.
- secteur 1H : Ce document est référencé : rapport ERM référencé MCD NE 367-0 du 24/03/2025.
- secteurs 1E2 et 1G3 : Ce document est référencé : rapport ERM référencé MCD NE 368-0 du 24/03/2025.

ces 3 rapports constituent les Dossiers de Récolement des travaux de ces différents secteurs .Ils comprennent :

- un rappel des contextes administratif, historique et environnemental du site SRD,
- Les travaux réalisés dans le cadre de la réhabilitation environnementale du secteur concerné conformément au Plan de gestion du site SRD - Zone 1 et à l'Arrêté préfectoral de remise en état du site daté du 9 octobre 2023.

- L'état environnemental résiduel de la zone considérée après travaux

- L'Analyse des Risques sanitaires Résiduels après travaux

ces 3 dossiers sont rédigés par ERM mandaté par SRD (MCD) pour la vérification de la conformité des travaux de réhabilitation avec l'Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023.

De l'analyse de ces dossiers il ressort les constats suivants :

#### **Secteur 1C (Anciennes unités de traitement des produits blancs)**

Les travaux ont eu lieu entre avril 2018 et décembre 2024 et ont compris les phases principales suivantes :

- La déconstruction totale des bâtiments, voiries, et infrastructures de la zone (hors fondations profondes et réseaux profonds)

- Le traitement des sols présentant des concentrations supérieures aux seuils définis dans l'Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023.Ces travaux ont permis :

- L'excavation et une évacuation sur la plateforme de traitement du secteur 1E pour environ 195 m3 de terres contenant des hydrocarbures.

- L'élimination de quantités significatives d'hydrocarbures :137 tonnes d'hydrocarbures extraits des gaz des sols entre 2018 et 2024, 369 tonnes de produits purs éliminés par pompage et transfert vers la station de traitement des effluents (STEP), 243 297 m<sup>3</sup> d'effluents traités.

Au terme des travaux, l'état résiduel des milieux a été vérifié et ERM conclut :''

*"Sur la base des éléments détaillés dans le présent dossier de récolement, ERM confirme que les travaux réalisés et l'état résiduel de la zone sont conformes avec les objectifs définis dans le Plan de Gestion et l'Arrêté Préfectoral du 9 octobre 2023."*

#### **Secteur 1H (Emprise de la station d'épuration)**

Les travaux ont eu lieu entre avril 2018 et octobre 2024 et ont compris les phases principales suivantes :

- La déconstruction totale des bâtiments, voiries, et infrastructures du Secteur 1H après nettoyage et curage ;Les travaux de déconstruction de la STEP ont été réalisés jusqu'au toit de la nappe. Le remblaiement du décanteur de la STEP a été réalisé avec 425 tonnes bétons concassés issus des travaux de déconstruction effectués sur site.
- Le traitement des sols. présentant des concentrations supérieures aux seuils définis dans le plan de gestion.Ces travaux ont permis l'excavation et une évacuation en filière hors-site de 29 tonnes de terres impactées aux PCB.

Au terme des travaux, l'état résiduel des milieux a été vérifié et ERM conclut :

*"...ERM confirme que les travaux réalisés et l'état résiduel de la zone sont conformes avec les objectifs définis dans le Plan de Gestion et l'Arrêté Préfectoral du 9 octobre 2023."*

#### **secteurs 1E2 et 1G3**

Les travaux ont eu lieu entre avril 2018 et juin 2024 et ont compris les phases principales suivantes :

- La déconstruction totale des bâtiments, voiries, et infrastructures de la zone (hors fondations profondes et réseaux profonds) ;
- Le traitement des sols présentant des concentrations supérieures aux seuils définis dans l'Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 ;
- Le pompage-écrémage de la phase libre mobile à la surface des eaux souterraines. Ces travaux ont permis l'excavation et une évacuation sur la plateforme de traitement du secteur 1E d'environ 2 836 m3 de terres contenant des hydrocarbures.

Au terme des travaux, l'état résiduel des milieux a été vérifié et ERM conclut :"

*Sur la base des éléments détaillés dans le présent dossier de récolement, ERM confirme que les travaux réalisés et l'état résiduel de la zone sont conformes avec les objectifs définis dans le Plan de Gestion et l'Arrêté Préfectoral du 9 octobre 2023."*

#### **constats lors de la visite du 24/09/2025**

Lors de la visite du 24/09/2025 il est constaté :

- le site SRD est en partie occupé par une nouvelle activité sur la partie du site déjà remise en état (stockage de voitures sur aires imperméabilisées). Les aires utilisées ont été imperméabilisées ce qui constitue une mesure de gestion nécessaire à leur réutilisation ( nécessité d'une couverture issue du plan de gestion). elles sont clôturées.
- La zone 1 est clôturée et son entrée interdite par un portail fermé
- les zones 1C, 1H, 1E2 et 1G3 sont exemptes de toutes installations **mais des stocks de terres sont encore présents sur les secteurs 1E (quelques milliers de m3) et 1H ( quelques dizaines de m3).**

**A l'issue de la visite la DREAL a demandé à SRD par mail du 24/09/25 de transmettre les éléments suivants :**

- détail de l'implantation (lot, situation) des remblaiements effectués avec les terres excavées et traitées sur le secteur 1E -
- origine, qualité et devenir des tas de terres restant en place sur le secteur 1E (qls milliers de m3) et sur le secteur 1 H (quelques dizaines de m3). Si ces terres restent en place , accord du GPMD à fournir.
- secteur 1G3/1E2 : justifier d'une période mesures piézométriques sur 6 mois montrant une absence de phase flottante ou à défaut une stabilisation de l'épaisseur plus mobilisable (art3 - AP 09/10/2023)
- secteur 1C : justifier que les mesures de concentrations dans les gaz de sols sur 6 mois ne montrent une remontée des valeurs mesurées au fil du temps

Par mails du 7 et du 8/10/2025 SRD a transmis les informations suivants :

- qualité et plan d'implantation des terres déjà remblayées sur le site.
- les terres encore en stock sur le secteur 1E correspondent à des terres excavées et traitées sur site. leur volume est de 5 000m3. leur qualité permet leur réutilisation sur le site.
- les terres encore en stock sur le secteur 1H proviennent du démantèlement des colonnes de gabions des appontements. Leur volume est de quelques dizaine de m3. leur qualité permet leur réutilisation sur le site.
- **le GPMD interrogé sur le devenir de ces stocks de terres a indiqué par mail du 03/10/25 ne pas avoir prévu d'usage spécifique pour ces terres et a demandé que celles ci soient gérées sur site par SRD. SRD a indiqué que le stock en secteur 1H serait évacué hors site et le stock en secteur 1E**

**régalé sur site.**

- les données de suivi des piézaires sur le secteur 1C montrent l'absence d'effet rebond après les différentes phases de traitement par extraction sous vide .
- **concernant les secteur 1G3/1E2 le suivi piézométrique mensuel sur 6 mois démontrant l'absence de phase flottante (ou à défaut l'incapacité à les mobiliser pour un traitement) n'est pas fourni.**

**Par mail du 8/10/2025, la DREAL a demandé les compléments suivants :**

- date de fin de travaux de régalage et fourniture du plan de recollement de ce régalage. preuve de l'évacuation des terres du secteur 1H dans une filière autorisée.
- concernant les secteur 1G3/1E2 fourniture d'un état précis des dates et résultats des analyses réalisés sur chaque piézo (avec les dates des travaux réalisés sur chaque zone).

**une nouvelle visite a été réalisée le 07/11/2025.**

**constat lors de la visite du 07/11/2025**

Le tas de terres présent sur le secteur 1E lors de la visite du 24/09/25 a été régalé. SRD a fourni un DOE référencé "*étalement des merlons résiduels- secteur 1E- REF. NOT -10112025-001-V1 du 10/11/25*" par mail du 17/11/2025.

Les terres de gabions des appontements présentes sur le secteur 1H lors de la visite du 24/09/25 ont été :

- pour partie déplacées vers le secteur 1A rendu au GMPD. **un dossier de valorisation en extérieur selon les critères du guide BRGM est en cours de constitution.**
- pour partie régalées sur le secteur 1H. SRD a fourni un DOE référencé "*étalement des merlons résiduels- secteur 1H-REF. NOT-12112025-001-V1 du 12/11/25*" par mail du 17/11/2025.

Par mail du 14/10/25, SRD a fourni les justificatifs suivants :

- pour le PZ39 le suivi réalisé sur une période de 6 mois après l'arrêt du traitement en juin 2024 montre la stabilisation du niveau résiduel en phase flottante (quelques centimètres);
- **pour le PZ71 et le PZ1E-26 le suivi sur une période de 6 mois après l'arrêt du traitement ( 07/23 pour PZ71 et 06/24 pour PZ1E-26) n'ont pas été réalisés.**

**compte tenu de tous ces éléments la DREAL propose à monsieur le préfet du Nord :**

- **de donner acte à SRD de la remise en état des secteurs 1C, 1H et 1E2**

**Pour le secteur 1G3 des compléments doivent être fournis concernant le suivi sur 6 mois des piézomètres PZ71 et Pz1E-26.**

**SRD devra également fournir la preuve de la valorisation des terres de gabions des appontements dans une filière régulièrement autorisée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**pour le PZ71 et le PZ1E-26 réaliser le suivi sur une période de 6 mois après l'arrêt du traitement conformément aux dispositions de l'article 3 de l'APC du 09/10/2023.**

**fournir la preuve de la valorisation des terres de gabions des appontements dans une filière régulièrement autorisée.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 6 mois**